

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Espagne

LE DRAPEAU DE FRANCO ET DU PCE

La décision du gouvernement Suarez de légaliser

officiellement le parti révisionniste espagnol, qui l'était déjà officieusement depuis un bon bout de temps, n'a guère provoqué d'émotion en Espagne que dans une frange limitée des franquistes les plus endurcis de l'armée.

Ceux-ci, dans leur protestation, s'engageaient à défendre «l'intégrité du pays, de son drapeau et de ses institutions monarchistes».

Santiago Carrillo devait d'ailleurs les rassurer en annonçant que le Comité central du PCE avait décidé de renoncer au drapeau républicain sous les plis duquel sont morts tant de fils du peuple d'Espagne, pour adopter le drapeau «Sang et Ora» imposé par Franco.

Le PCE pourra donc ainsi participer, comme il l'exigeait, à la campagne pour les élections législatives qu'un décret gouvernemental vient de fixer au 15 juin prochain, c'est là une confirmation de plus du fait que les monopoles espagnols ne se sentent pas menacés et inquiétés par sa politique.

Une politique tournée contre les intérêts vitaux de la classe ouvrière et du peuple d'Espagne comme l'ont rappelé les nombreuses manifestations de rues qui se sont déroulées ce week-end en Espagne pour célébrer le 46e Anniversaire de la fondation de la République espagnole.

Environ 160 personnes ont été arrêtées en deux jours pour manifestations illégales ou installations de drapeaux républicains qui symbolisent l'héritage des luttes héroïques du peuple espagnol pour le pain, la terre, et la liberté.

Saluant chaleureusement le gouvernement monarchiste, Santiago Carrillo a réservé tous ses coups, au cours de sa première conférence de presse, «aux terroristes d'extrême-gauche» et a présenté la liste de ses candidats aux futures élections législatives en se prononçant pour un «vaste rassemblement politique qui irait du Centre au PCE».

Pendant ce temps, les travailleurs d'Espagne faisaient la démonstration qu'ils ne perdaient pas confiance qu'à leurs luttes pour faire progresser leurs revendications.

(Suite p.2)



milliers de travailleurs verraient leur salaire amputé de 10 à 30 % plusieurs années avant l'âge effectif de la retraite et sans possibilité de travailler ; des milliers d'autres «mutés» se verraient contraints d'accepter des postes de travail avec des salaires inférieurs ou bien contraints au chômage parce qu'ils ne pourront pour des raisons familiales ou autres accepter la «mutation».

Enfin des milliers de travailleurs immigrés et leurs familles, après avoir été pressés comme des citrons par les patrons, seront obligés de quitter leur emploi et la France pour soi-disant donner du travail aux Français.

Cette dernière mesure de discrimination raciale, à caractère fasciste, est particulièrement odieuse mais est déjà retenue par le gouvernement car, hier à Poitiers, Monauray (le nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce) déclarait «les nouvelles données de l'économie vont exiger des mesures de limitation d'utilisation de la main-d'œuvre étrangère».

C'est pour s'opposer à ces perspectives patronales que des milliers de sidérurgistes manifesteront aujourd'hui devant l'Assemblée nationale. Cependant, rien ne sera réglé pour autant, il faut en être certain.

Seule la poursuite de l'action et son extension aux autres usines que celle de Thionville permettront de faire pression sur le pouvoir et le patronat. Seuls, l'arrêt de production et l'occupation des entreprises jusqu'à ce que toute menace de licenciement soit retirée pour les travailleurs permettront de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière, français et immigrés unis aux côtés des sidérurgistes.

La crise de l'acier c'est la crise du système capitaliste, aux bourgeois de payer la note ! Pas aux ouvriers.

Sidérurgie

PAS UN SEUL LICENCIEMENT ! DU TRAVAIL POUR TOUS !

C'est aujourd'hui que le gouvernement doit faire connaître par une déclaration spéciale au parlement ses décisions à propos de la sidérurgie.

Après l'annonce par le patronat de la branche, faite il y a quelques jours, de 16 000 licenciements nécessaires, tout donne à penser que le gouvernement ira

dans le même sens. Bien sûr, personne ne parlera nettement des licenciements mais de départs à la retraite anticipée pour plusieurs milliers de travailleurs ou de muta-

tions. Ce vocabulaire ne doit tromper personne car il est toujours la règle dans de telles circonstances, mais le résultat est le même, des

COMMUNIQUE

du Parti communiste révolutionnaire (ML), des communistes marxistes-léninistes de L'Humanité Rouge, de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire, de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

Les municipales n'ont rien réglé, les travailleurs ont infligé un désaveu cinglant à la politique gouvernementale suivie depuis des années ; la mise en place du nouveau gouvernement confirme la faillite des partis au pouvoir. Face à l'aggravation du chômage, à la hausse des prix, à l'intransigeance aux revendications salariales, face au projet de restructuration de la sidérurgie, face aux attaques contre la Sécurité sociale, face à la répression, les travailleurs montrent la voie de la lutte à Réhault (Fougères), à SCPC (Clermont-Ferrand), à la SESCOSEM (Grenoble), à USINOR, à ALSTHOM (St-Ouen), à GENERAL MOTORS (Gennevilliers), dans les foyers SONACOTRA. Dans le Midi viticole, en Bretagne, en Corse, les petits paysans s'opposent aux expulsions et aux saisies. Les lycéens, les jeunes des CET, refusent la réforme Haby qui planifie leur exploitation future. Apeurée devant l'aggravation de la crise, la classe dirigeante se divise, la rivalité Giscard-Chirac affaiblit encore ce gouvernement en sursis.

NON A TOUT LICENCIEMENT : DU TRAVAIL POUR TOUS ! CHOMAGE, VIE CHERE, REPRESSION, A BAS LE PLAN BARRE ! A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE!

Devant cette situation la gauche croit son heure arrivée, mais malgré ses succès électoraux, le peu d'enthousiasme des travailleurs montre bien qu'ils n'ont pas oublié que ce sont les dirigeants révisionnistes et réformistes à la tête des confédérations syndicales qui, depuis des mois, morcellent les luttes, les dispersent dans des journées d'action de 24 heures, empêchent une riposte efficace au Plan Barre. Et malgré leurs tentatives pour donner l'illusion d'une

force unie le PCF et le PS, qui réactualisent le Programme commun, ne peuvent cacher les profondes divergences entre leurs projets respectifs : alors que le PS, à l'image de la social-démocratie anglaise et allemande, est prêt à gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie française, le projet du PCF, en augmentant le nombre des nationalisations, vise à recomposer une nouvelle bourgeoisie dans le cadre d'un capitalisme d'Etat. Divisée avant même d'être au pouvoir, la gauche, bien incapable de conjurer la crise, ne pourra que la prolonger en l'aggravant. Pour faire mûrir la défiance réelle des travailleurs devant les fausses solutions de la gauche en une claire conscience de la nature bourgeoise des forces qui la composent, le PS comme le PCF, pour combattre les illusions électoralistes qu'ils entretiennent, la nécessité se fait sentir plus que jamais d'affirmer la voie révolutionnaire, seule solution à la crise et la perspective de la France socialiste.

UNE SEULE SOLUTION LA REVOLUTION SOCIALISTE

L'impérialisme français en crise, malgré ses défaites successives maintient son pouvoir colonial dans les prétendus DOM-TOM et des intérêts néo-colonialistes dans d'autres pays. A la Guadeloupe en ce moment les masses populaires s'opposent à sa domination.

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS ! INDEPENDANCE POUR LES COLONIES !

Les deux superpuissances, les USA et l'URSS, rivalisent pour l'hégémonie mondiale.

(suite page 3)



Scandale des Flanades

Escrocs et politiciens dans le même S.A.C.

Les Flanades, centre commercial de Sarcelles, ont suscité dès le début de grandes convoitises. Sans parler des frères Willot, ces super-escrocs qui ont ouvert en avril 72 un «Bon Marché» fermé six mois après, des affairistes en tout genre se sont mis de la partie. Grâce à la caution de prête-noms, ils ont constitué des sociétés d'agencement de magasins et obtenu des prêts allant de 5 000 F à 30 000 F. Comme par hasard, ces magasins se déclaraient en faillite au bout de peu de temps... quand ce n'était pas avant même leur ouverture. La SCIC et la CIRP, sociétés filiales de la Caisse des Dépôts et Consignations propriétaires et gestionnaires des Flanades, s'apercevaient alors que les «commerçants» s'étaient envolés ainsi que les coquettes subventions dont ils avaient bénéficié: Quand de tels escrocs exercent leurs talents, les politiciens qui les couvrent et empochent des sommes rondelles ne sont pas loin.

Depuis que le scandale a éclaté au grand jour, un coin du voile a déjà été soulevé à propos des liens et des sympathies politiques des escrocs.

«La Lucarne», un cercle de jeu qui vient de fermer, était exploité par l'épouse de Lucciardi, lequel entretenait des rapports amicaux avec un responsable du

SAC.

C'est un ancien responsable du SAC qui dirige en personne l'hôtel Viviana, hôtel-restaurant le plus important des Flanades.

Sauger, employé de la SCIC fort compromis dans les escroqueries, avait déjà trempé dans le scandale de la «Garantie Foncière» qui a coûté cher au député Rives Henrys.

Ajoutons pour terminer que l'architecte auquel les filiales de la Caisse des Dépôts ont confié la construction du centre commercial n'est autre que Labourdette, ancien collaborateur du ministre gaulliste de la construction Albin Chalandon.

De là à penser que le scandale des Flanades est un nouvel épisode de la guerre des gangs que se livrent les partis de la majorité, il n'y a pas loin.

Et on peut penser que les rebondissements ne vont pas manquer car les Républicains indépendants n'ont jamais été tendres quand il s'agissait d'arracher à leurs amis UDR des parts de gâteau financier. On remarque d'ailleurs que ce scandale éclate après que Chirac se soit emparé avec la mairie de Paris d'un véritable pactole financier, ce qui n'a pas dû faire particulièrement plaisir aux amis de Giscard... Mais peut-être, n'est-ce qu'une coïncidence...



● Guadeloupe

C'est tout le peuple qui s'unit dans la lutte

COMMUNIQUE DE L'AGEG

Aujourd'hui en Guadeloupe, les capitalistes affirment de plus en plus leur volonté de tuer l'économie sucrière: ils menacent de fermer définitivement leurs usines si les ouvriers agricoles et les paysans pauvres n'acceptent pas leurs salaires de misère (ex: 109 F la tonne de canne, prix inférieur à celui de 76 et 75 alors que les paysans dépensent déjà 166,15 F pour produire une tonne de canne), ils projettent de transférer leurs usines en Guyane et en Haïti...

Face à ce chantage, les ouvriers industriels et agricoles et les paysans pauvres ont entamé depuis le 8 février un grand mouvement de grève.

Dans leur entreprise, les usiniers sont soutenus par l'Etat colonial et son Administration en Guadeloupe: ainsi, c'est le préfet qui a fixé le prix de la tonne de canne à 109 F; c'est encore lui qui a «ordonné» aux travailleurs de reprendre la coupe le 30 mars; c'est lui qui a recommandé aux Guadeloupéens d'être «raisonnables» devant la misère; c'est lui qui maintenant envoie CRS et Képis-rouges dans les champs pour briser le mouvement.

La production de la canne est la première production de la Guadeloupe. Elle fait vivre non seulement les ouvriers agricoles, industriels et les paysans pauvres

mais aussi indirectement les artisans, petits commerçants et entrepreneurs, employés, fonctionnaires, etc...

Ce que nous proposons les capitalistes-colonialistes français pour notre pays, c'est:

- le chômage pour les 12 000 ouvriers agricoles et industriels.

- la ruine pour les 15 000 paysans pauvres, cultivateurs de canne.

- la paupérisation et l'aggravation de la condition des fonctionnaires, employés, etc.

- l'expatriation pour toute cette masse de chômeurs qui n'auront d'autres solutions que de venir se faire exploiter en France.

C'est tout le peuple qui est concerné; c'est tout le peuple qui doit s'unir.

Devant cette situation, les ouvriers, les paysans et toutes les autres couches et catégories sociales du peuple guadeloupéen voient la nécessité de renforcer davantage leur unité. Seule la mobilisation et la lutte d'ensemble de toutes les couches du peuple peut faire reculer le colonialisme.

Groupant plus de 18 syndicats et organisations de masse de différents secteurs (ouvriers, paysans, petits employés, fonctionnaires, étudiants, enseignants, chrétiens progressistes, etc.) un front syndical anticolonialiste s'est constitué autour

de l'UGTG-UTA-UPG.

Un grand meeting unitaire groupant plus de 2 000 personnes a eu lieu aux Abymes, le 1er avril, ainsi qu'une grande manifestation de masse de plus de 5 000 personnes à Pointe-à-Pitre le 2 avril. Ces deux journées d'action ont été marquées par différents mouvements dans plusieurs secteurs (FR3/Guadeloupe, enseignement...)

La grève des ouvriers et des paysans se poursuit, le mouvement populaire se durcit et s'amplifie malgré les manœuvres de division des capitalistes et malgré les menaces de répression (quadrillage des champs par les Képis-rouges et CRS).

A travers la lutte contre la liquidation de l'économie sucrière, c'est la question de la libération de la Guadeloupe qui est posée: pour que les capitalistes ne disposent plus à leur gré de notre pays; pour que nous puissions vivre et travailler chez nous librement; pour que notre dignité de Guadeloupéen soit respectée, nous devons libérer la Guadeloupe des capitalistes-colonialistes français et arracher l'indépendance nationale.

Nous Guadeloupéens immigrés, étudiants et travailleurs, si nous sommes à des milliers de kilomètres de chez nous, c'est à cause de la situation coloniale de la Guadeloupe. Nous sommes une partie du peuple guadeloupéen; nous ne pouvons rester indifférents à la mort de notre pays, à la misère qui plane sur nos parents, nos amis, nos connaissances. Nous ne pouvons accepter sans réagir l'idée que des milliers de compatriotes jetés au chômage avec la liquidation de l'économie sucrière, viennent eux aussi connaître les dures réalités de l'émigration (chômage, exploitation dans les postes et hôpitaux, racisme, ...)

deloupéen; nous ne pouvons rester indifférents à la mort de notre pays, à la misère qui plane sur nos parents, nos amis, nos connaissances. Nous ne pouvons accepter sans réagir l'idée que des milliers de compatriotes jetés au chômage avec la liquidation de l'économie sucrière, viennent eux aussi connaître les dures réalités de l'émigration (chômage, exploitation dans les postes et hôpitaux, racisme, ...)

Nous pouvons:

- populariser la lutte de notre peuple: parlons de la situation de notre pays et des luttes qui s'y mènent partout autour de nous; informons nos compatriotes qui ne sont pas au courant; convainquons les hésitants; informons nos camarades de travail (français et aussi étrangers).

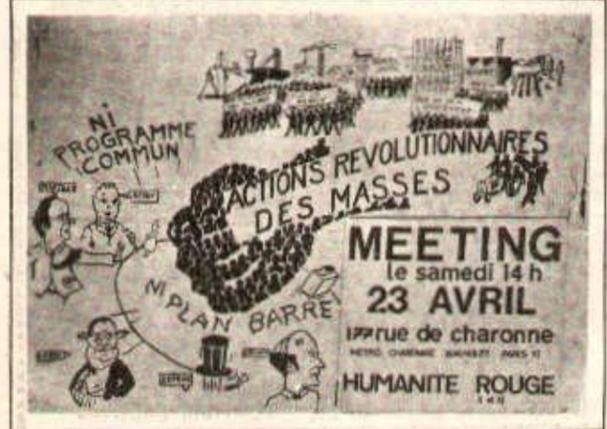
- nous préparer à soutenir matériellement et politiquement le mouvement.

Guadeloupéen pe ke mo!
Non à la liquidation de l'économie sucrière, à la misère, au chômage, à l'émigration!

Vive l'unité de lutte du peuple guadeloupéen pour son indépendance!

Pour toutes informations, contacter:

AGEG: 85, rue Beaubourg
Paris 3e
Métro Arts et Métiers
permanence tous les jours



Un nouvel impôt: la carte blanche

A défaut de pouvoir s'attaquer aux causes industrielles, de loin les plus importantes, de pollution, le ministère de la qualité de la vie s'était rabattu sur les simples automobilistes.

Les articles R 69 et R 71 du code de la route exigent d'eux qu'ils ne polluent plus l'atmosphère par les gaz d'échappement.

Si la teneur en oxyde ou gaz carbonique dépasse 4,5 % dans les gaz d'échappement, l'automobiliste sera passible d'amende ou de peine de prison. Pour échapper aux contrôles, il faudra faire réviser sa voiture tous les 10 000 kms ou tous les ans. On aura alors droit à une carte blanche. Elle n'est pas gratuite. Il en coûtera 34 F à chaque fois.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

● Espagne

Le drapeau de Franco et du PCE

(Suite de la page une)

Vendredi dernier, 150 000 grévistes participaient à une «journée de lutte» qui touchait principalement le secteur de la métallurgie et des transports.

En Biscaye, dimanche soir, un meeting de travailleurs réclamant l'amnistie pour tous les détenus politiques s'est violemment affronté avec les forces de répression. A Barcelone, le même jour, de violents affrontements ont éclaté entre des manifestants qui brûlaient le drapeau franquiste et la garde civile.

Les efforts que le PCE ne va pas manquer de déployer pour saboter les luttes qui s'opposent à ses calculs électoraux risquent donc de faire long feu.

● Zaire

Les mensonges de l'Agence TASS

Ce week-end, les troupes d'invasion des «gendarmes katangais», au service des intérêts des impérialistes de l'URSS en Afrique ont connu, sur le terrain un certain nombre de sérieux revers. L'armée zaïroise est en effet passée à l'offensive dans la province du Shaba, provoquant plusieurs accrochages violents avec les agresseurs.

Ces offensives ont été conduites à partir des premières lignes zaïroises, soit environ à 70 ou 80 kilomètres de Kolwezi. Elles visaient la ville de Mutshasha, important nœud ferroviaire et routier situé à plus de 110 kilomètres à l'ouest de la capitale minière, tenue par les envahisseurs.

Depuis 15 jours, ces derniers avaient stoppé leur progression. De nouveaux renforts en hommes, armes et munitions semblent leur être parvenus ce week-end à partir de l'Angola.

Ne cachant pas son soutien actif à l'agression qu'elle a inspirée et préparée, l'URSS affirme, contre toute vraisemblance, par la voix de l'Agence Tass, que l'insurrection de la population du Zaire gagne de nouvelles régions du pays et ose écrire « que parmi ceux qui jettent de l'huile sur le feu au Zaire, il y a la Chine ».

Elle ne craint même pas d'inverser grossièrement les rôles en soutenant froidement que « d'après la presse étrangère, les autorités chinoises soutiennent les hordes terroristes qui agissent contre le MPLA à partir du Zaïre ».

Mais c'est en vain qu'elle crache son venin dans l'espoir de camoufler ses propres crimes. Le représentant chinois au Conseil de sécurité de l'ONU a clairement dénoncé ses responsabilités



dans l'affaire zaïroise en déclarant:

«L'invasion massive du Zaïre par des mercenaires constitue une attaque sans précédent dans ses dimensions et sa durée. L'URSS a lancé dans cette aventure les anciens gendarmes katangais, après avoir bombardé, il y a quelques mois, le sud du Zaïre... Les agissements de cette superpuissance sont un nouvel exemple flagrant de la politique agressive et expansionniste qui caractérise le social-impérialisme».



nouvelles intérieures

Sécurité sociale

• Hellemmes

**Un scandale de plus :
Les mères qui doivent mettre
leurs enfants en nourrice**

considérées comme des employeurs

Je voudrais vous faire part de la grande émotion, chez les ouvrières de l'usine Delesalle, ainsi que dans de nombreuses usines de notre région, devant mettre leurs enfants en nourrice. Une loi les considère comme employeur de la gardienne. Donc comme chaque employeur, les mères sont contraintes de verser une cotisation à l'URSSAF, (Caisse de recouvrements des cotisations), en plus du prix du gardiennage souvent très élevé : 500 et 600 F. Un exemple : une ouvrière du textile se voit réclamer 3 000 d'arriérés (cotisations en retard). Un fois de plus, le déficit des caisses de sécurité sociale est supporté par les masses populaires.

Bien sûr, on préfère cela à la construction de crèches, solution sociale. Une ville comme la nôtre de 18 000 habitants (Hellemmes), municipalité de «gauche» (PC-PS) en 30 ans de gestion, n'a pas été capable de construire une seule crèche. Voilà qui nous promet de beaux lendemains avec le Programme commun au pouvoir.

A l'heure actuelle, où le travail de la femme devient une nécessité pour la vie matérielle d'un couple d'ouvriers, refusons tous unis cette nouvelle atteinte au pouvoir d'achat des familles populaires. Bien des prolétaires sont obligés de placer en nourrice leurs enfants.

«Imposons par l'action, l'ouverture de crèches de quartier!».

Correspondant HR Hellemmes



Ballet de Changhai

**Une mère de famille
ouvrière**

**«J'ai trouvé ce
ballet très beau»**

Amis de
l'Humanité rouge

Je fais partie des AFC de Beauvais et je voudrais vous signaler que j'ai été aux Ballets de Changhai et que j'ai trouvé ce ballet très beau. On comprend tellement bien sans paroles ce que cela veut dire.

J'ai été, mon mari ainsi que mes enfants que j'avais bien sûr emmenés, touchée profondément de cette perfection dans la danse ainsi que les costumes ; et moi qui n'aime pas les ballets, j'ai trouvé cela très beau. Et nous avons pu voir les artis-

tes; nous étions les seuls et ils nous ont reçus très gentiment et semblaient très contents de voir des enfants.

Jamais, je pense, nous n'aurions été reçus si gentiment par des artistes français de cette façon. En tant qu'ouvriers, on nous aurait jetés dehors.

Pourriez-vous faire paraître un petit article dans votre journal que je reçois tous les jours et que je trouve très bien.

Je vous remercie et vous envoie mes amitiés.

**COMMENT YUKONG
DEPLAÇA LES MONTAGNES**

- * Le village de pêcheurs mercredi
- * Une histoire de ballon 20 avril
- * Entraînement au cirque de Pékin 20 H 30 A 23 H
- * La pharmacie jeudi
- * Les artisans 21 avril
- * Une caserne 20 H 30 A 23 H
- * L'usine de générateurs vendredi 22 avril
- * Le professeur Tsien 17 H 30 A 20 H
- * Autour du pétrole vendredi 22 avril
- * Impressions d'une ville : Shanghai 20 H 30 A 23 H

SALLE MIENVILLE (NANCY)
HOTEL DE VILLE DE NANCY
ENTREE FACE A LA POSTE

COMMUNIQUE

(suite de la p. 1)

Partout dans le monde, plus récemment en Angola, au Zaïre et dans toute l'Afrique, leur rivalité et les tentatives de l'URSS de conquérir de nouvelles zones d'influence suscitent de nouveaux foyers de guerre. Les deux superpuissances relancent la course aux armements sous prétexte de les limiter. Deux ans après les accords d'Helsinki et avant Belgrade, la détente apparaît pour ce qu'elle est : un moyen de masquer les préparatifs de guerre, notamment en Europe.

**BREJNEV, CARTER PRÉPARENT
LA GUERRE
PRÉPARONS LA RÉVOLUTION !**

**A quoi
rèvent les flics....**

Grimaud était préfet de police à Paris en Mai 68. Et ça l'a marqué, parce que, voyez-vous, c'est un tendre cet homme-là. Bien sûr, il y a eu les charges de CRS, des manifestants tués, d'autres portés disparus, des manifestantes violées, bien sûr, bien sûr... mais les flics il faut les comprendre, nous dit Grimaud.

Et il nous les explique dans un livre intitulé : «En Mai, fais ce qu'il te plaît»; ce qui est tout un programme pour un préfet de police. Mais les flics n'ont pas pu faire ce qui leur plaisait, précisément. Prenons un exemple : des policiers frappèrent des manifestants à

terre, leur donnèrent des coups dans les commissariats ou les cars, reconnaît Grimaud, qui précise alors : les coups qu'ils portent sont «le substitut de la mort qu'ils n'ont pas pu donner».

Les flics sont frustrés : ils cognent ! Moralité : laissez-les tirer, ils ne matraqueront plus ! C'est simple, mais il fallait oser le dire !

D'ailleurs, chacun a pu remarquer qu'aujourd'hui les flics sont beaucoup plus libérés de leurs complexes qu'en 68 : ils tirent pour un oui ou pour un non, sur les jeunes, les voleurs de voitures et même sur des fillettes de 10 ans à Marseille.

La Chine populaire et l'Albanie socialiste ont remporté de nouvelles victoires dans le renforcement de la dictature du prolétariat, dans l'édification socialiste. Les succès des pays socialistes renforcent la détermination des travailleurs dans leur lutte pour le socialisme.

**VIVE LA CHINE
ET L'ALBANIE SOCIALISTES !**

Plus que jamais ce 1er Mai 1977, dans la France capitaliste en crise, c'est la voix du prolétariat révolutionnaire, c'est le refus du capitalisme pourrissant, c'est le refus des solutions capitalistes de la gauche, c'est l'aspiration à une autre société, socialiste, qui doivent se faire entendre. Pour réaliser ce but, l'unité des marxistes-léninistes est une exigence et une nécessité. Faisons de ce 1er Mai à Paris un rassemblement des forces marxistes-léninistes, des énergies révolutionnaires, qui, face aux échéances de 1978, dans le combat contre la crise capitaliste, tracent la voie de la Révolution socialiste dans notre pays.

**FRANÇAIS IMMIGRÉS UNE SEULE
CLASSE OUVRIÈRE !
NI GISCARD, NI MARCHAIS, NI MITTERRAND,
UNE SEULE SOLUTION, LA RÉVOLUTION !
A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !
A BAS LES DEUX SUPERPUISSANCES !
VIVE LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES !
A BAS LE RÉVISIONNISME,
VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !**

**TOUS A 10 H LE DIMANCHE 1er MAI
A L'APPEL :**
Du Parti Communiste Révolutionnaire (ML)
Des Communistes marxistes-léninistes de
France de l'Humanité rouge
De l'Union communiste de la Jeunesse révolutionnaire
De la Jeunesse communiste marxiste-léniniste
de France

Sidérurgie Lorraine (2)

**Un responsable :
le capitalisme**

15 600 suppressions d'emploi d'ici la fin de 1979 dont 8 750 en 1979, la fermeture annoncée d'Usinor-Thionville, tel est le lot que le plan Barre réserve aux travailleurs lorrains. Car c'est bien du plan Barre qu'il s'agit. Comment les partis de droite essaient-ils de faire avaler la pilule aux ouvriers ?

La crise économique du capitalisme frappe les travailleurs non seulement en France, mais dans toute l'Europe. C'est l'argument que mettent en avant les patrons : nous n'y pouvons rien.

BAISSES DE PRODUCTION

Les commandes ont considérablement baissé depuis 1974. Leur niveau (dans l'acier) était en décembre 76 de 39 % inférieur à celui du premier semestre 1974.

Dans le système capitaliste, quand les commandes, la production baissent, le patronat en fait supporter les conséquences aux travailleurs : près de 2 000 licenciements en Lorraine, dans la sidérurgie, en 1976. Il en est de même dans les autres pays d'Europe : en 18 mois, l'Allemagne de l'Ouest a supprimé 12 000 emplois, le Luxembourg 2 000 et la Belgique 5 000.

C'est donc bien une crise générale, c'est une crise due au système capitaliste lui-même. Le fait que dans certains pays, ce soient les amis de Mitterrand qui sont au pouvoir ne change rien à la chose. De même en Grande-Bretagne, plus des 4/5 de la sidérurgie sont nationalisés. Or on y prévoit, au bas mot, 40 000 emplois supprimés sur deux ans. De quoi faire



réfléchir sur les nationalisations en système capitaliste et la gauche au pouvoir !

RACISME ET FASCISME

En Lorraine, le RPR s'était proposé de créer 100 sections d'entreprises avant le fin 1976. Elles étaient conçues sur le thème : «L'action politique dans l'entreprise n'est qu'un moyen de défendre sa liberté contre la politisation de l'entreprise». En visant la politisation de l'entreprise, ils visaient notamment les ouvriers révolutionnaires. Leur campagne fut bien sûr un échec.

Les Républicains indépendants sont apparus au sein de Force libérale et sociale (FLS), mouvement fondé en septembre 1976 dans la région de Thionville. Son but ? «Chasser la politique de l'entreprise afin de ramener un esprit plus critique et non un dénigrement systématique ou une admiration béate... Cela ne nous interdit pas de répondre à la propagande des partis».

Comment le FLS s'est assuré de cette tâche ? Par des slogans racistes et fascistes contre nos frères immigrés. Inutile d'ajouter que le FLS applaudit à deux mains le plan Barre et réunit une claque pour applaudir Giscard en tournée en Lorraine. Ce sont les mêmes qui exigent que les travailleurs immigrés soient les premiers à payer la crise et qui peignent sur les murs : «La Lorraine aux Lorrains» ou «Priorité à l'emploi des Lorrains».

Mais ces partis bourgeois traditionnels ont beaucoup de mal à tromper les travailleurs qui les connaissent bien et connaissent leur responsabilité dans la crise actuelle et les mesures de licenciements.

(Prochain article : la politique des partis de gauche)



Sécurité sociale

Face aux attaques du pouvoir, il faut préparer une riposte d'ampleur

Voilà longtemps que le gouvernement cherche à réduire les avantages sociaux acquis par les travailleurs. Il veut diminuer leur pouvoir d'achat et ses dépenses de santé au détriment des possibilités qu'ils auront de se soigner. Même si elles sont en retrait sur ce qui avait été annoncé, les mesures qu'il vient de prendre sont graves.

Pour près d'un milliard de médicaments courants, les travailleurs devront désormais payer de leur poche 60 % du prix au lieu de 30 %, soit le double.

La Sécurité sociale va intensifier, directement et en accentuant les pressions qu'elle exerce sur les médecins par le biais du « profit médical », les tracasseries et restrictions en matière d'arrêt-maladie.

Les soins administrés à l'hôpital vont devenir plus coûteux, de qualité moindre en même temps que les effectifs hospitaliers seront encore réduits.

Face à cela, que font les révisionnistes et les directions syndicales ? Ils cherchent à récupérer le mécontentement des travailleurs en lançant à trop bref délai et sans préparation suffisante une de ces journées d'action qu'ils voudraient sans lendemain.

Ils assimilent la défense des avantages sociaux à celle de la Sécurité sociale, institution qui appartient aux capitalistes et dont ils se servent pour promouvoir une politique de santé et une politique sociale contraires aux intérêts des travailleurs.

Partout où ils le peuvent, les marxistes-léninistes devront donc, le 21 et après, mobiliser les travailleurs pour la défense de leurs droits et de leurs avantages réels en expliquant qu'ils n'ont rien à voir avec la défense de la « Sécurité sociale ». Ils dénonceront l'appât de collaboration de classe qui conduit les dirigeants révisionnistes à soutenir ce rouage de l'appareil d'État dans l'espoir de participer plus tard à sa gestion, de même qu'ils gèrent déjà les municipalités. Toutes ces propositions et explications devront être faites en tenant le plus grand compte de la situation concrète. A ce titre, un rôle particulier revient aux travailleurs hospitaliers et à la solidarité de classe qu'ils doivent faire progresser dans les hôpitaux en s'adressant aussi aux travailleurs malades qui pâtissent comme eux des réductions d'effectifs.

Riposte ouvrière au lock-out sur Massey-Ferguson

Le 6 avril, les caristes déposent leur cahier de revendications. Ceux-ci sont suivis de 6 autres cahiers venant d'autres ateliers.

Leurs justes revendications, qui rejoignent celles de tous les ouvriers de Massey, sont :

— 40 H sans perte de salaire ; une prime d'équipe augmentée de 50 centimes à 1 franc ; le salaire à 2 500 F (alors qu'il n'est que de 2 200 F) ; de plus les caristes veulent passer P1 et obtenir une qualification de cariste valable pour les autres entreprises.

N'obtenant aucune réponse, les 80 caristes décident unanimement la grève le 12 avril. La direction répond par la diminution des horaires de 30 minutes et des menaces de chômage technique.

Mobilisés, plus de 1 000 ouvriers assistent aux réunions d'information quotidienne. La solidarité de tout le personnel se constitue autour de la grève des caristes.

Au cours d'une réunion d'information organisée par les travailleurs et leurs délégués CGT et CFDT, la direction, profitant de la mobilisation des ouvriers, tente d'introduire des fenwicks

de l'extérieur ; la riposte exemplaire fait reculer piteusement la direction : en 5 minutes, les portes d'entrée de l'usine sont bloquées efficacement (palettes, caisse, fenwick...) interdisant l'entrée à tout véhicule, le personnel continuant à travailler.

Par une seconde manœuvre, la direction tente d'isoler les caristes en mettant au chômage technique 1 800 ouvriers sur 2 500.

En réunion d'information, les travailleurs unanimes repoussent la division en disant : « C'est tout le monde ou personne ». Ils décident pour empêcher toute nouvelle manœuvre de bloquer la sortie de tout tracteur en barrant la rame SNCF reliée à Massey-Ferguson. La direction, qui depuis a curieusement déserté l'entreprise, chante le refrain bien connu : « Reprenez, on négociera ». De plus, elle vient de convoquer l'ensemble du personnel pour mardi 14 h.

Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et sont déterminés à obtenir satisfaction. Des piquets de grève sont organisés depuis vendredi jour et nuit. La mobilisation se renforce.

Grève à la laiterie ORLAG-GILCA (Isère)

Un pas dans la solidarité ouvriers—petits paysans

Mercredi 13 avril, la grève pour l'augmentation des salaires des ouvriers de la laiterie ORLAG-GILCA est décidée à l'unanimité en assemblée générale (une par poste de travail). Il a été décidé de mettre en place pendant toute la durée de la grève des piquets de grève.

Les ouvriers interdisent l'entrée aux intérimaires. Les camions sont plus ou moins bloqués ; les produits sortent difficilement. On apprend qu'une partie du lait est détournée sur France-Lait à Macon.

Jeudi 14 avril, la grève est reconduite. Les propositions ridicules de la direction sont refusées en bloc par les 30 délégués désignés pour négocier. La décision est prise de durcir le mouvement : aucun camion ne doit sortir de l'usine chargé de produits, mais le lait peut toujours être stocké dans la tour de ramassage. Un huissier appelé par la direction est venu constater que la sortie est bloquée par le personnel ouvrier. La direction tente alors d'en faire porter la responsabilité au délégué syndical CFDT.

Décision est prise de faire également des piquets la nuit. Depuis jeudi soir, 24 h sur 24, il est mis en place des piquets solides.

Les ouvriers recherchent en assemblée générale les moyens de faire l'unité avec les petits paysans

Vendredi 15, la grève est reconduite dans l'enthousiasme ; une assemblée générale se tient au début d'après-midi, la salle est comble. Les conditions pour que le mouvement aboutisse à la victoire sont étudiées : où est dirigé le lait qui ne peut plus être traité à Vienne ? Comment empêcher sa transformation ? Comment lutter et faire l'unité avec les petits paysans qui livrent à la « coopérative » ?

Il faut donc que le lait continue à être ramassé et donc payé aux petits paysans. Mais il faut empêcher qu'il soit transformé et vendu.

Le contact est établi avec plusieurs autres usines du groupe. Pour l'instant, ces usines (VIVALPES-MARTIN et ORLAG-GILCA) ne sont pas en grève, mais le lait en surplus ne sera pas traité. Les syndicats se sont engagés à refuser les heures supplémentaires. Le problème de la popularisation et du soutien financier est posé.

Au cours de la réunion, le CDJA de la Loire (département qui fournit 50 % du lait traité dans la Vienne) appelle au téléphone pour dire qu'il fera le maximum pour empêcher que la direction de l'usine ne dresse les paysans contre les ouvriers.

Samedi 16 avril au petit matin, la direction tente de mettre en route, avec des chefs, la tour de séchage du lait pour faire la poudre. Les travailleurs font échec à cette tentative.

La popularisation s'organise, les paysans sont contactés

L'intersyndicale intervient sur le marché de Vienne. Un tract est diffusé notamment aux paysans venus au marché. Un certain nombre de paysans discutent avec les ouvriers avec intérêt. Beaucoup de ces paysans comprennent que

la « coopérative » les exploite tout comme elle exploite les ouvriers.

Le syndicat Paysans-Travailleurs popularise la grève parmi les paysans exploités

A 10 h 30, le syndicat Paysans-Travailleurs rencontre les grévistes. « Paysans-Travailleurs » est organisé sur le département de la Loire en syndicat et représente l'essentiel des militants paysans les plus actifs sur ce département. Ils travaillent depuis la fin de la semaine pour expliquer le conflit ORLAG en vue de lier les revendications des ouvriers avec celle des paysans exploités sur le prix du lait. C'est un pas important dans l'unité ouvriers-petits paysans. Dans la lutte des liens commencent à se tisser entre ouvriers en lutte pour

le salaire et petits paysans en lutte pour un prix du lait qui leur paie leur travail.

La soi-disant coopérative exploite tant les ouvriers que les petits paysans

Beaucoup d'ouvriers qui étaient méfiants vis-à-vis des paysans, ou pensaient que les paysans allaient venir briser leur grève, commencent à comprendre que les petits et moyens paysans peuvent devenir des alliés, parce qu'ils ont le même ennemi : les trusts agro-alimentaires et les paysans riches et capitalistes.

En effet, la « coopérative » ORLAG n'est qu'un paravent derrière lequel on trouve une entreprise capitaliste multinationale comme les entreprises « privées ».

Les ouvriers comprennent mieux le travail qu'a essayé de faire la direction d'ORLAG pour opposer les paysans aux ouvriers.

Après l'intervention des flics à la Générale Motors Plus de 3000 travailleurs manifestent

Plusieurs milliers de travailleurs de la Générale Motors et d'autres entreprises de Genevilliers (SNECMA, Chausson, SECAM, Astra-Calve, Cintra, IVF, Air Equipement, les communaux, etc) ont manifesté, lundi matin, contre l'intervention des flics et pour les revendications.

Le mouvement déchaîné le 31 mars est né du mécontentement et de l'esprit de lutte de la base. Un militant CFDT de la GM nous le raconte ainsi : « On a fait un meeting à la cantine pour les 200 F pour tous, plus 3%, pour l'annulation de l'article 31* etc. On a demandé 2 h de grève. Ces deux heures de grève se sont transformées spontanément en journée de grève, reportées pour le lendemain, et ainsi de suite. Entre temps, on a essayé de négocier avec la direction, mais elle ne voulait rien savoir. Les ouvriers ont commencé à crier qu'il fallait occuper l'usine. On a fait un vote qui a abouti à l'occupation ».

Lundi matin, à 5 h 30, les flics intervenaient et prenaient position dans l'usine face à des occupants peu nombreux et non préparés à s'y opposer.

Car, si la détermination des travailleurs est grande,

(lundi devant l'usine comme dans la manifestation, leur combativité apparaissait clairement), les directions syndicales ont de leur côté des objectifs bien autres que la satisfaction des revendications. Voici quelques anecdotes qui en témoignent.

Après la décision, le 5 avril, du tribunal d'instance de Nanterre demandant « l'évacuation des locaux dans les plus brefs délais » et après le week-end de Pâques, l'intervention des flics devient probable et la CFDT veut organiser une manifestation pour montrer la détermination des travailleurs : la CGT sabote cette manifestation.

La CGT prend en main « l'occupation » en exclue (pour les nuits)... les femmes (ont-ils peur qu'elles créent des troubles ?) Tout cela est bien sûr décidé sans consultation des travailleurs.

Quant au degré de préparation à une éventuelle riposte à l'intervention des flics, jugeons-en : ce lundi devant l'usine, des travailleurs se mettent à jeter divers objets, surtout des cacahuètes sur les « singes » à matraque derrière la grille.

Un diffuseuse de tract CGT s'écrit alors : A quoi ça sert de faire ça, tout ce

que ça peut amener, c'est qu'ils vont répondre avec des mitraillettes ».

Avec un tel état d'esprit, quelques képis doivent faire figure de force invincible !

Pendant ce temps, le représentant de l'UL déclare : « Le fait que les flics soient rentrés dans l'usine est une bonne chose : ça renforce votre détermination ».

Cela crée sans doute aussi de meilleures conditions pour que le mouvement se trouve bien arrimé au char de l'Union de la gauche ! Le député suppléant PCF déclarait d'ailleurs : « La seule solution pour obtenir satisfaction aux revendications, c'est le Programme commun ».

Et les zélus de Genevilliers paraissent en tête de la manifestation avec leurs belles écharpes tricolores !

Non la seule solution, c'est la lutte déterminée et unie contre les patrons, c'est l'action décidée par tous, menée par tous : ce n'est pas de s'en remettre à quelque élu que ce soit !

* Ce fameux article de la convention de la métallurgie parisienne (signé e par CGC, FO et CFT) permet de licencier un ouvrier absent plus de 45 jours, que ce soit pour maladie ou accident du travail !